



Mobilisons-nous pour préserver et améliorer le service public de l'Electricité !

Depuis 70 ans, EDF assure sans défaillance les missions de service public qui lui ont été confiées, à savoir **fournir partout en France, 24h sur 24 et 7 jours sur 7, une électricité de qualité à un prix compétitif.**

Pourtant, l'entreprise EDF et ses missions de service public sont aujourd'hui en grand danger.

Sous l'impulsion d'une politique européenne de l'énergie incohérente qui tourne au fiasco, les prix de gros de l'électricité se sont en effet effondrés partout en Europe, mettant à mal tous les énergéticiens historiques et leur capacité à financer des investissements pourtant cruciaux pour la sécurité des approvisionnements.

La situation est tellement ubuesque que le consommateur ne cesse de voir sa facture grimper sous l'effet de l'augmentation des taxes et de l'appétit des nouveaux opérateurs, alors même que les prix de gros s'effondrent du fait de l'arrivée massive des énergies renouvelables subventionnées par des fonds publics et prioritaires sur les réseaux.

Ainsi le consommateur français, qui devait être le premier bénéficiaire de la politique énergétique, se trouve dans la situation paradoxale d'un service public essentiel devenant de plus en plus cher et dans le même temps de moins en moins efficace. Pire, EDF, fleuron de l'industrie française, fait face aujourd'hui à une situation financière et bilantielle qui lui interdit d'investir massivement pour assurer à l'avenir la sécurité des approvisionnements énergétiques des Français, tout en garantissant une électricité de qualité à des prix modérés, pour les usagers, l'économie et plus largement pour l'appareil industriel français.

Or sans électricité, il n'y a pas d'économie 2.0, ni de troisième révolution industrielle ! Il faut donc garantir un bon accomplissement des missions de service public confiées à EDF au service de nos concitoyens.

Pour ce faire, au-delà de l'indispensable débat sur l'investissement nucléaire britannique d'EDF, il est essentiel de consacrer tous les moyens humains et financiers nécessaires au grand carénage (prolongation du parc nucléaire historique), à la mise au point d'un EPR optimisé en perspective du renouvellement à terme du parc nucléaire français et du renforcement de la compétitivité de la filière nucléaire française à l'export, à la préservation de l'intégrité du parc de production historique d'EDF, y compris le thermique à flamme qui s'avère indispensable au passage des pointes. Le parc hydraulique doit, lui, être maintenu dans son intégralité au sein des opérateurs historiques au service de la sécurité d'approvisionnement de la France et de l'Europe et en aucun cas servir de monnaie d'échange avec la Commission Européenne.

ERDF et RTE doivent rester 100 % public et avoir les moyens d'investir dans leurs réseaux et dans toutes les innovations autour de l'arrivée des nouvelles technologies du numérique. ERDF et RTE ne doivent pas être traitées comme des actifs financiers non stratégiques car l'avenir du système électrique européen passera pour une grande partie par les réseaux. De même, EDF doit rester leader de l'efficacité énergétique avec Dalkia et investir dans les énergies renouvelables pour permettre de rester en pointe dans la lutte contre le réchauffement climatique.

C'est pourquoi nous souhaitons que les vraies questions soient posées :

- Quel niveau de défaillance du système électrique français et européen pouvons-nous accepter dans les années à venir ? C'est-à-dire quel temps de coupure et combien de délestages les Français et plus globalement les Européens auront-ils à subir dans l'avenir ?
- Peut-on brader le patrimoine public que représente le parc de production français, soit en exigeant la fermeture de centrales en activité qu'elles soient nucléaires ou thermiques, soit, par le biais de la mise en concurrence des concessions, en laissant partir à d'autres opérateurs des centrales hydrauliques financées par EDF, entreprise publique ?
- Quel niveau d'indépendance énergétique attendons-nous en Europe ?
- Quels prix de l'électricité pour une France compétitive ?

Il est grand temps de tirer les leçons d'une déréglementation européenne qui envoie la France et l'Europe dans le mur ! Cette déréglementation fragilisera à terme la sécurité d'approvisionnement et l'indépendance énergétique du pays. Elle conduira à des coupures pénalisantes pour les citoyens et le développement économique. C'est inadmissible dans une société qui se veut à la pointe du progrès économique et social.

Exigeons du gouvernement français qu'il impose à Bruxelles un moratoire et stoppe toutes les actions en cours sur le secteur énergétique.

C'est d'un véritable débat démocratique grand angle et sans tabou dont la Nation a besoin, pour un secteur hautement stratégique qui engage l'avenir du pays, s'appuyant sur l'expérience des salariés du secteur au travers leurs organisations syndicales.